



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, le

03 JUIN 2020

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Affaire suivie par : M. BARTOLINI

☎ 04 84 35 42 71

✉ patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ

**portant ouverture d'une enquête publique dématérialisée
sur la demande formulée par la base aérienne 125 d'Istres
pour la création des infrastructures d'accueil et de soutien
des avions ravitailleurs multi rôle tanker transport (MRTT) - phase 2
(projet urgent et d'intérêt national article 12 ordonnance du 25 mars 2020)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

Vu le Code de l'environnement, notamment le chapitre II du titre I du livre V relatif aux installations soumises à autorisation, à enregistrement et à déclaration, ainsi que ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants relatifs aux enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu la loi 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu la loi 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID 19 ;

Vu l'ordonnance 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette période, notamment en son article 12 ;

Vu le décret 2020-383 du 1^{er} avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral fixant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours ;

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteurs pour l'année en cours ;

Vu la demande d'autorisation environnementale du 26 novembre 2019 du commandant de la base aérienne 125 adressée au contrôle général des armées (CGA) ;

.../...

Vu l'accusé réception du CGA du 19 décembre 2019 tel que fixé par l'article R.181-16 du code de l'environnement ;

Vu le dossier annexé à la demande et notamment l'étude d'impact et l'étude de dangers ;

Vu le rapport de clôture de la phase d'instruction du CGA en date du 25 mai 2020 ;

Vu l'avis des services lors de la phase de consultation, conformément aux articles R.181-21 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'avis favorable du préfet des Bouches-du-Rhône au titre de l'article R.122-7 du code de l'environnement en daté du 30 avril 2020 ;

Vu l'avis du 4 mai 2020 de l'autorité environnementale ;

Vu la décision n°E20000026/13 du 5 mai 2020 de la présidente du tribunal administratif de Marseille désignant un commissaire enquêteur ;

Vu le courriel du 24 avril 2020 émanant du CGA, présentant le projet MRTT phase 2 comme étant de portée nationale et urgente ;

Considérant que le dossier fourni à l'appui de la demande est constitué de l'ensemble des pièces exigées aux articles R.181-13 à R.181-15 et D.181-15-1 à D.181-15-9 du code de l'environnement ;

Considérant que le dossier est complet et régulier pour être présenté à l'enquête publique ;

Considérant que le projet relatif à la création des infrastructures d'accueil et de soutien des avions ravitailleurs MRTT - phase 2 est de portée nationale et urgente, sachant que ce type d'avion est utilisé notamment pour le rapatriement de nos ressortissants à l'étranger en période de contexte COVID 19, afin de maintenir pleinement les capacités opérationnelles du dispositif MRTT pour les mois à venir ;

Considérant qu'en application de l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020 susvisée, s'agissant des projets soumis à enquête publique présentant un intérêt national et un caractère urgent, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publique, peut en adapter les modalités en organisant une enquête publique totalement conduite par des moyens électroniques dématérialisés et en informant le public de cette décision par tout moyen compatible avec l'état d'urgence sanitaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs, du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 **inclus**, à une enquête publique se déroulant uniquement par voie dématérialisée conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020 susvisée, compte tenu du contexte de pandémie COVID-19, pour des motifs de sécurité sanitaire.

Le projet MRTT phase 2 est lié à l'accueil de nouveaux types d'avions A330-200 multi-rôle transport tanker (MRTT) sur la base aérienne 125 d'Istres qui implique la construction et l'adaptation d'infrastructures. Le programme comporte les projets de constructions neuves suivants :

- un second centre de maintenance pour MRTT,
- un poste de commandement pour l'escale et les escadrons MRTT,
- un centre de formation dédié à la formation et à l'entraînement des équipages navigants et non navigants ,
- une escale aérienne MRTT, assimilable à un terminal aéroportuaire,
- un parking avions pour l'escale aérienne,
- ajout de groupe électrogène afin d'accroître la puissance électrique secourue.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public.

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Marseille :

Madame Fabienne CARRIAS
ingénieur QSE

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant ait été désigné par le président du tribunal administratif, ou le conseiller délégué par lui, et que la date de reprise de l'enquête ait été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publique prend un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article 3 : Procédure et déroulement de l'enquête

L'enquête publique se déroulera exclusivement en procédure dématérialisée pour des motifs de sécurité sanitaire liés au contexte COVID 19.

Le dossier d'enquête comprenant notamment les avis des services reçus, l'étude d'impact, son résumé non technique, l'étude de dangers, son résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale (AE), le mémoire en réponse à l'avis de l'AE, seront publiés sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/1969> **pendant 30 jours consécutifs du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera consultable :

- sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>;
- sur le site internet du pétitionnaire : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Le dossier contient notamment une évaluation environnementale (étude d'impact) qui peut être également consultée sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'AE, imposant un mémoire en réponse qui sera consultable à ces adresses et joint au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis prévus par le Code de l'Environnement.

Le dossier complet pourra également être consulté pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement, bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux, place Félix Baret , CS 80001, 13282 Marseille cedex 06 (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 426 – tél. 04.84.35.42.77), sous réserve des mesures de sécurité sanitaire (masque de protection contre les aérosols et gants de protection).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Les observations et propositions du public et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées au commissaire enquêteur :

- par voie électronique à l'adresse suivante : enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Les observations transmises par courriel seront importées dans le registre dématérialisé et donc visibles par tous à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>.

Par ailleurs, l'ensemble des observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration.

Le public pourra s'entretenir avec le commissaire enquêteur par téléphone. Il faudra au préalable prendre un rendez-vous téléphonique par contact courriel à l'adresse enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr.

Article 4 : Publicité de l'enquête

Un avis établi conformément aux dispositions des articles L.123-10 et R.123-9 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, de la communes d'Istres, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, et dans un rayon de **1 km autour de l'établissement**.

L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par celui-ci.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur le lieu prévu pour la réalisation du projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012.

Cet avis d'enquête sera également publié dans deux journaux locaux (« La Provence » et « La Marseillaise » édition des Bouches du Rhône) 15 jours avant le début de l'enquête et dans les huit premiers jours de celle-ci.

Cet avis est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les mêmes conditions.

Article 5 : Consultation des conseils municipaux et des groupements intéressés

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, le conseil municipal de chaque commune intéressée est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

Article 6 : Clôture de l'enquête

Après clôture du registre d'enquête dématérialisée, le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Le commissaire enquêteur établira un rapport conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement qui relatera le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Il consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au préfet des Bouches-du-Rhône le dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif de Marseille.

Article 7 : Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Copies du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressées, dès leur réception par le préfet des Bouches-du-Rhône, au responsable du projet.

Le rapport et les conclusions avec la note de présentation non technique sera transmise dans le délai de 15 jours à compter de sa réception à la commission départementale des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Copie du rapport et des conclusions sera également transmise à la mairie d'Istres pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions motivées ainsi que les observations et propositions recueillies pourront également être consultés à la préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an, ainsi qu'à l'adresse du registre dématérialisé.

Article 8 : Décisions éventuellement adoptées au terme de l'enquête

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre distinctement les décisions au titre du code de l'environnement relatives à la demande d'autorisation environnementale est la ministre des Armées qui statue par arrêté portant autorisation ou refus du projet porté le pétitionnaire, après avis, le cas échéant, du CODERST des Bouches-du-Rhône.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

Article 9: Personnes responsables du projet

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : le chargé de protection de l'environnement de la BA125, Tel : 04 42 41 83 27, Courriel : bmr.environnement@gmail.com.

Article 10 :

- La secrétaire générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Istres,
- le maire d'Istres,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint



Matthieu RINGOT